

Les déterminants de l'adoption des réseaux sociaux par les ménages au Cameroun : entre capital social transnational et fractures numériques de second niveau

Determinants of Social Media Adoption among Households in Cameroon: Between Transnational Social Capital and Second-Level Digital Divides

MESSI AYISSI André Barron

Enseignant chercheur

Ecole Supérieure des Sciences Economiques et Commerciales (ESSEC – Garoua)

Université de Garoua - Cameroun

Laboratoire d'Analyse Economique de Développement (AED)

Date de soumission : 24/02/2026

Date d'acceptation : 19/04/2026

Pour citer cet article :

MESSI AYISSI. A.B. (2026) « Les déterminants de l'adoption des réseaux sociaux par les ménages au Cameroun : entre capital social transnational et fractures numériques de second niveau », Revue Française d'Economie et de Gestion « Volume 7 : Numéro 5 » pp : 114- 132.

Author(s) agree that this article remain permanently open access under the terms of the Creative Commons Attribution License 4.0 International License



Résumé

Cet article analyse les facteurs structurant l'adoption des réseaux sociaux au sein des ménages au Cameroun. En s'appuyant sur les théories de la diffusion de l'innovation (Rogers, 1962, 2003) et de la sociologie des usages (Jouët, 2000), nous testons quatre modèles logit sur un échantillon de plus de 2000 observations. Nos résultats confirment que si le revenu et l'éducation restent des déterminants majeurs de l'accès (fracture de premier niveau), l'adoption est désormais portée par des variables de capital social et de style de vie. L'originalité de l'étude réside dans la mise en évidence de l'effet significatif de la Résidence de la parenté à l'étranger (Rpe), suggérant que les réseaux sociaux agissent comme une infrastructure vitale pour la famille transnationale et la gestion des remises de fonds. Toutefois, l'émergence d'une fracture de second niveau, liée aux compétences numériques, limite encore l'appropriation productive de ces outils. L'article conclut sur la nécessité de politiques publiques orientées vers la littératie numérique plutôt que vers le seul équipement matériel.

Mots clés : Réseaux sociaux ; Cameroun ; Adoption ; Ménages ; Fracture numérique ; Capital social.

Abstract

This paper examines the structural factors influencing the adoption of social media within Cameroonian households. Drawing upon Rogers' (1962, 2003) Diffusion of Innovations theory and the Sociology of Uses (Jouët, 2000), we test four logit models using a sample of over 2,000 observations. Our findings confirm that while income and education remain primary determinants of access (first-level digital divide), adoption is increasingly driven by social capital and lifestyle variables. A key contribution of this study is the identification of a highly significant effect of having relatives residing abroad (Rpe), suggesting that social media platforms function as a vital infrastructure for transnational families and the management of remittances. However, the emergence of a second-level digital divide, rooted in digital literacy and skills, continues to hinder the productive appropriation of these tools. The paper concludes by emphasizing the need for public policies shifted toward digital literacy rather than focusing solely on hardware and connectivity.

Keywords: Social Media; Cameroon; Adoption; Households; Digital Divide; Social Capital.

Introduction

En moins de deux décennies, la diffusion rapide des technologies de l'information et de la communication (TIC) a profondément transformé les modes de vie des ménages à travers le monde. La digitalisation, entendue comme l'intégration croissante des outils numériques dans les activités quotidiennes, touche désormais des domaines essentiels tels que la communication, l'éducation, l'accès à l'information, les transactions économiques et les relations sociales. A l'échelle mondiale, le nombre d'utilisateurs des médias sociaux serait ainsi passé de 1,5 à 4,6 milliards entre 2012 et 2022¹. Par ailleurs, les ménages, généralement assimilés à des consommateurs passifs des technologies, sont désormais considérés comme des acteurs centraux de l'économie numérique (SMSI, 2005)². Toutefois, les bénéfices sociaux liés à leur adoption s'obtiennent principalement lorsque des individus y ont un meilleur accès et en font un bon usage. Ces écarts importants, dénommés fracture numérique, désignent le fossé qui sépare les bénéficiaires et les exclus des bienfaits que ces technologies procurent (Rallet et Rochelandet, 2004). Par ailleurs, il existe de plus en plus des travaux qui montrent que la digitalisation est un facteur déterminant de l'amélioration des conditions de vie ou de l'accroissement du capital social des ménages (Granjon, 2022 ; Ragnedda, 2019 ; Van Deursen et al, 2014).

Dans les pays en développement, et particulièrement en Afrique subsaharienne, cette dynamique s'opère dans un contexte marqué par des contraintes structurelles, notamment l'insuffisance des infrastructures numériques, la faiblesse des revenus et les disparités d'accès à l'électricité (Hargittai, 2002 ; Le Guel, 2004 ; Bakehe et al, 2017 ; Fambeu, 2017). Toutefois, l'essor des téléphones mobiles et la baisse relative des coûts d'accès à Internet ont davantage contribué à accélérer la digitalisation des ménages. Cette évolution a favorisé l'émergence de nouveaux usages numériques et augmenté nos possibilités de communiquer, de produire et d'accroître la circulation des biens culturels (Pacouret et al, 2024).

Au Cameroun, les réseaux sociaux sont devenus des outils incontournables de communication et d'interaction sociale. Des plateformes d'échange telles que WhatsApp, Facebook, Instagram,

¹ Voir le rapport Digital 2022 réalisé par We are Social et Hootsuite à partir des données issues de sources diverses, qualifiées de « meilleures données du marché » malgré de nombreux avertissements sur les ruptures de séries induites par les changements apportés par les plateformes elles-mêmes à leur méthode de comptage des utilisateurs et de leur activité (<http://weare-social.com/fr/blog/2022/01/digital-2022-une-nouvelle-année-de-croissance-exceptionnelle/>).

² Sommet Mondial sur la Société de l'Information

Google, Tik Tok, LinkedIn, Snapchat, You Tube, etc y sont largement utilisées et constituent de véritable porte d'entrée vers Internet. Mais, au-delà de la communication interpersonnelle, ces plateformes jouent un rôle croissant dans l'accès à l'information, la participation citoyenne et la diffusion des opportunités économiques. Elles permettent également aux ménages de surmonter certaines contraintes géographiques et informationnelles, en facilitant l'échange rapide d'informations et la création de réseaux de solidarité. La fracture numérique pose un enjeu majeur de développement économique et social, car elle risque d'accentuer les inégalités existantes et d'exclure une partie de la population des bénéfices associés aux réseaux sociaux. Par ailleurs, les politiques publiques de digitalisation se concentrent principalement sur l'amélioration des infrastructures, sans toujours prendre en compte les facteurs comportementaux, sociaux et culturels qui influencent l'adoption des technologies par les ménages. Dans ce contexte, il apparaît essentiel d'analyser de manière approfondie les facteurs qui favorisent l'adoption des réseaux sociaux par les ménages au Cameroun.

Toutefois, si certaines catégories d'individus (nantis, jeunes et relativement instruits) intègrent largement ces outils numériques dans leur quotidien, d'autres par contre (pauvres ou à faible revenu) restent en marge de cette dynamique. Cette perception semble en phase avec les développements de certains auteurs qui estiment que l'exclusion du numérique ne se justifie plus à travers les barrières d'accès mais plutôt par des inégalités de compétence (Hargittai, 2002 ; Minet et al., 2018). Jouët (2000) quant à lui, trouve que l'usage est une construction sociale qui émerge de la confrontation entre les caractéristiques techniques de l'outil et les pratiques sociales préexistantes. Et, Rogers (1962) et Proulx (2005) de relever la valeur économique et sociale de la digitalisation à travers une opposition entre utilisateur passif et utilisateur actif transformant l'outil. Ces différences, qui révèlent d'importantes disparités³, ne s'expliquent pas uniquement par des facteurs matériels (accès à Internet, disponibilité de l'électricité, etc) ou encore par la capacité à mobiliser les compétences et ressources digitales pour produire des avantages concrets dans la vie quotidienne. Elles résultent également de déterminants socio-économiques, culturels et comportementaux, notamment le niveau d'éducation, les compétences numériques, les perceptions d'utilité, la facilité d'utilisation perçue et l'influence du cadre social. Or, ces dimensions immatérielles demeurent encore

³ La littérature scientifique révèle trois niveaux de fracture numérique. Le premier met en exergue la possession et l'accès matériel limité et voire même inexistant (Hargittai, 2002 ; Le Guel, 2004 ; Rallet et Rochelandet, 2004). Le deuxième niveau renvoie aux inégalités dans les usages et l'appropriation (Dewan et Riggins, 2005) et le troisième niveau questionne les bénéfices tirés des usages des réseaux sociaux (Ragnedda, 2019).

insuffisamment prises en compte dans les politiques de digitalisation et dans les analyses empiriques existantes. Par ailleurs, la majorité des études consacrées à l'usage des réseaux sociaux dans la plupart des pays en développement et particulièrement au Cameroun adoptent une approche individualiste, centrée sur les jeunes, les étudiants ou les utilisateurs urbains (IFRI, 2025). Cette orientation limite la compréhension globale des mécanismes d'adoption, car elle néglige le rôle central des acteurs des autres tranches d'âges dans la prise de décision, la socialisation et le partage des ressources numériques. En effet, les choix d'équipement, les arbitrages, la transmission des compétences et les normes sociales influencent fortement l'adoption et l'usage des réseaux sociaux. L'insuffisance de ce type d'analyse constitue une lacune importante dans la littérature, empêchant d'appréhender de manière intégrée les interactions entre facteurs économiques, technologiques et sociaux. Dès lors, il apparaît nécessaire de dépasser ces approches pour analyser l'adoption des réseaux sociaux à une grande échelle, en mobilisant un cadre théorique adapté et des méthodes économétriques appropriées. Une telle démarche permettrait de mieux identifier les déterminants réels de l'adoption, de comprendre les sources de la fracture numérique et d'éclairer les politiques publiques visant à promouvoir une inclusion numérique équitable et durable au Cameroun.

Inscrit dans le prolongement des études précédentes sur les fractures numériques (Hargittai, 2002 ; Le Guel, 2004 ; Rallet et Rochelandet, 2004 ; Dewan et Riggins, 2005 ; Kiyindou, 2007 ; Tamokwe, 2013 ; Bakehe et al, 2017, Yu et al, 2018 ; Soomro et al, 2020), notre travail aborde la problématique des déterminants de l'adoption et des usages des réseaux sociaux au Cameroun. Précisément, l'objectif de cet article est de répondre aux questions suivantes : quels sont les facteurs qui favorisent ou freinent l'adoption des réseaux sociaux par les ménages au Cameroun ? ou encore quel est le rôle respectif de ces facteurs dans l'adoption des réseaux sociaux par lesdits ménages ? Il s'agira donc pour nous d'identifier les caractéristiques socio-économiques, technologiques et comportementales desdits ménages en précisant les hypothèses y afférentes. Sa dimension socio-économique, véritable marqueur par excellence de classe ou de privilège, nous permet ici de tester si le niveau de revenu mensuel du ménage influence positivement l'adoption de ces plateformes d'échange (effet de revenu) ou alors si le niveau d'instruction du chef de ménage est un déterminant significatif à l'adoption et même à la diversification des usages (effet de capital). La dimension infrastructurelle, baromètre de l'offre technique conditionnant la demande des ménages, suppose que le standing du quartier de résidence favorise l'adoption des réseaux sociaux par lesdits ménages au Cameroun ou encore la possession d'une connexion internet agit comme catalyseur technologique à leur adoption.

Et enfin, nous considérons une dimension comportementale qui table sur les échanges réguliers du ménage avec les membres de la famille à l'étranger en estimant que ces échanges stimulent l'adoption des réseaux sociaux et aussi, la présence des jeunes au sein d'un ménage accélère l'adoption des réseaux sociaux par les membres plus âgés du ménage.

La réponse à cette question s'appuie sur les données d'une enquête effectuée en 2014 sur un échantillon de 2266 individus dans les villes camerounaises de Douala, Yaoundé, Bafoussam, Buea et Limbé avec le soutien méthodologique et opérationnel des personnels de l'Institut National de la Statistique (INS) du Cameroun. Ces individus ont été interrogés sur leurs équipements en TIC et leurs usages de l'Internet. Nous disposons aussi d'informations sur les caractéristiques des ménages et leur environnement.

L'intérêt de ce travail est double. D'une part, il contribue à la littérature sur l'adoption des technologies numériques en proposant une approche ménage-centrique, encore peu explorée dans les travaux empiriques portant sur les réseaux sociaux. Cette approche enrichit la compréhension des déterminants de l'adoption en combinant les dimensions socio-économiques, technologiques et comportementales. Elle apporte également une contribution méthodologique en adaptant ces modèles au contexte camerounais. D'autre part, cette recherche permet de fournir des éléments d'aide à la décision pour les pouvoirs publics, les acteurs du secteur des télécommunications et les organisations de développement. Ils permettront d'orienter les politiques d'inclusion numérique, de réduire la fracture numérique entre les ménages et de promouvoir une utilisation plus équitable et plus efficace des réseaux sociaux. Enfin, l'étude peut servir de base à l'élaboration de programmes de formation et de sensibilisation en vue de renforcer les compétences numériques des ménages camerounais. Avant de passer en revue l'ensemble des résultats économétriques obtenus ainsi que les différentes implications en termes de politiques publiques qui en découlent, nous passerons en revue les différentes variables mobilisées dans le cadre de cette étude.

1. Revue de la littérature

Dans la littérature scientifique, l'approche technocentrique de l'adoption s'intéresse tout d'abord aux travaux pionniers de Rogers (1962, 2003) qui montrent que l'adoption des réseaux sociaux suit une logique de diffusion technologique classique (à travers la pénétration du mobile) et dépend des caractéristiques de la technologie (avantage relatif, compatibilité, complexité, testabilité et observabilité) qui influencent la décision d'adoption. Ce cadre théorique intègre également le modèle de Davis (1989) qui postule que, malgré les barrières techniques, l'adoption des technologies numériques repose sur l'utilité perçue et sur la facilité

d'utilisation perçue puisque le chef de famille n'adopte un réseau social identifiées que si ce dernier facilite ses affaires ou ses liens familiaux. Cette approche technocentrique repose enfin sur les travaux de Venkatesh et al. (2003) qui mettent en exergue l'importance des variables cruciales comme l'influence sociale et les conditions facilitatrices (accès à l'électricité, coût des smartphones). Cette approche technocentrique a été questionnée par les sociocentristes à l'instars de Jouët (2000) qui estime que les réseaux sociaux semblent se réinventer du fait de son utilité née de sa construction sociale et aussi par Proulx (2005) qui trouve que l'appropriation est l'étape ultime de l'adoption puisqu'elle prédispose l'individu à une maîtrise technique et cognitive de l'outil. Il existe encore d'autres approches développées dans la littérature qui montrent que l'adoption des réseaux sociaux par les ménages n'est pas seulement un phénomène technique ou social. Ces travaux relèvent que l'adoption est aussi un processus socio-économique complexe où le capital culturel et l'utilité perçue y jouent un rôle prédominant. Historiquement, les inégalités d'adoption ont été développées par Granovetter (1973) qui s'intéressait à l'effet produit par les « liens faibles » pour expliquer finalement comment les réseaux sociaux pouvaient aider les ménages à mobiliser les opportunités économiques ou encore comment les ménages réussissaient à transformer des liens distants en ressources économiques. Toutefois, si les travaux de Van Dijk (2005) ont souligné que l'accès physique reste une barrière matérielle liée au capital économique (fracture de premier niveau), d'autres travaux à l'instars de ceux d'Hargittai (2002) montrent que même avec un accès égal, il devra toujours exister une inégalité dans les compétences de recherche, ce qui aura évidemment pour effet de biaiser l'adoption de ces réseaux sociaux par les ménages. Une étude de Pénard et al (2015) établit d'ailleurs que l'adoption de l'internet au Cameroun et au Kenya est davantage portée par les réseaux sociaux que par toute autre forme d'usage des technologies (ordinateur fixe, etc). Ce résultat, fort intéressant dans le cas de notre étude, fait dire à Minet et al (2018) que la non adoption des réseaux sociaux peut paradoxalement renforcer l'isolement de ceux qui n'ont pas les codes culturels pour les utiliser. Dans l'ensemble, les résultats ont en commun de mettre en exergue de nombreux facteurs qui constituent un frein à l'adoption des réseaux sociaux par les ménages au Cameroun.

2. Présentation de la base des données et variables mobilisées

2.1. Présentation de la base des données

Nos données proviennent d'une enquête par questionnaire intitulée « Enquête sur les usages des TIC par les citoyens et les ménages au Cameroun ». Avec le soutien méthodologique et opérationnel des personnels de l'Institut National de la Statistique (INS) du Cameroun,

cette enquête a été réalisée en novembre 2014 dans le cadre d'un projet de recherche national de l'Université de Douala en partenariat avec le CREA et le CEPS/INSTEAD du Luxembourg sur les Technologies de l'Information et de la Communication. Dans la population enquêtée, la ville de Douala occupe 39,19% de l'échantillon, Yaoundé (34,46%), Bafoussam (10,59%), Buea (7,90%) et Limbe (7,86%). Douala, Yaoundé et Bafoussam sont des villes majoritairement francophones alors que Buea et Limbe sont majoritairement anglophones. Par ailleurs, la principale limite de cette étude réside dans la surreprésentation des zones urbaines au sein de l'échantillon, ce qui tend à dissimuler les réalités de la fracture numérique de premier niveau encore prégnante dans les zones rurales du Cameroun. Toutefois, sur les 2266 répondants retenus, on relève que 1486 individus ne préfèrent aucun réseau social (soit un pourcentage de 65,58%). Aussi, sur les 780 individus (soit un pourcentage de 34,42%) qui répondent favorablement à la question de savoir « quel est votre réseau social préféré ? », on relève que les 69,87% préfèrent Facebook, 16,79% préfèrent Google, 3,33% préfèrent Twitter, 0,51% préfèrent LinkedIn et 9,49% préfèrent les autres réseaux sociaux. Dans la mesure où l'échantillon des ménages visités est fidèlement calqué sur celui de la troisième version de l'Enquête Camerounaise auprès des Ménages (ECAM 3) financée et soutenue par la Banque Mondiale, ces ménages sont représentatifs de la population urbaine du Cameroun dans ces cinq villes, mais ne sont pas parfaitement représentatifs de l'ensemble de la population du Cameroun. En effet, la population Camerounaise est majoritairement localisée en zone rurale. Certes, la métropole cosmopolite de Douala est un véritable microcosme de cette population et Buea était encore le siège de l'unique université publique anglophone du pays, ce qui la rapproche de son statut historique de capitale de la partie anglophone du pays. Ainsi, on peut tirer de cette enquête des enseignements pertinents pour l'élaboration des mesures de politique de développement des TIC en général ou alors pour l'élaboration des mesures d'intéressement des ménages aux réseaux sociaux en particulier.

2.2. Identification des variables et modèle d'analyse

Les données collectées sont essentiellement de type qualitatif, ce qui fait que les modèles de type Logit/Probit⁴ semblent plus appropriés pour cette étude. Ces modèles permettent de décrire

⁴ Il est à noter qu'il n'existe pas une grande différence entre les modèles Probit et Logit. Ceci s'explique par les familles logistiques et normales. Historiquement, les modèles Logit ont été introduits comme des approximations des modèles Probit permettant des calculs simples. Par conséquent, les modèles Probit et Logit donnent généralement des résultats relativement similaires. De nombreuses études ont d'ailleurs été consacrées à ce sujet comme celle de Morimune (1979) ou de Davidson et Mac Kinnon (1984). Ainsi, il suffit de faire les tests de normalité pour retenir le modèle adéquat (Long, 1997).

et de prévoir les comportements des phénomènes économique, démographique et socio-culturel de la vie des êtres humains (McFadden, 2001). En effet, l'application des techniques économétriques propres aux variables qualitatives à des problématiques économiques a contribué d'une part à améliorer l'interprétation des modèles simples et d'autres part à identifier des problèmes économiques dont la structure, si elle n'est pas qualitative au sens propre du terme, est mathématiquement très proche. Ainsi, on procède donc par codage du caractère qualitatif ; l'intérêt principal du codage (ou de la représentation quantitative des variables qualitatives) étant de pouvoir se ramener à des lois discrètes sur l'ensemble des réels d'ordre fini. De ce point de vue, notre modèle d'étude dont la variable expliquée ne concerne que les ménages ayant adoptés les réseaux sociaux, ne peut prendre que deux modalités : soit la valeur 1 qui traduit le fait pour un ménage d'adopter les réseaux sociaux ou alors la valeur 0 sinon. Le modèle dichotomique retenu peut alors s'écrire sous la forme suivante :

$$y_i = \begin{cases} 1 & \text{si l'on adopte les réseaux sociaux} \\ 0 & \text{sinon} \end{cases}$$

Ces modèles dichotomiques admettent pour variable expliquée non pas un codage quantitatif associé à la réalisation d'un évènement (comme dans le cas de la spécification linéaire) mais la probabilité d'apparition de cet évènement, conditionnellement aux variables exogènes. Pour modéliser cette probabilité, on suppose qu'il existe une variable latente y^* telle que :

$$y = 1 \text{ si } y^* \geq 0 \text{ et } y = 0 \text{ si } y^* < 0.$$

Ensuite, on suppose que cette variable latente y^* dépend linéairement d'un certain nombre de variables explicatives. Pour les besoins de l'analyse, les variables explicatives à ce modèle sont regroupées sous trois grandes catégories en fonction de leur proximité sémantique du point de vue de leur contenu et aussi de leur proximité fonctionnelle du point de vue de leur apport informationnel dans le modèle. Sur cette base, nous distinguerons la catégorie des variables socioéconomique et linguistique, la catégorie des variables style de vie et usage de l'Internet et la catégorie des variables localisation géographique et voisinage social.

2.2.1. Les variables socio-économiques et linguistiques

Ces variables explicatives sont celles du modèle dit de base. A ce titre, leur regroupement tient surtout à leur proximité sémantique : l'indicateur de la variable linguistique, à savoir l'aptitude à lire et écrire ou non l'anglais, est lié à au moins l'un des indicateurs de la variable socioéconomique : le niveau d'éducation. Toutefois, la variable linguistique est davantage une fracture numérique de niveau 1 relative à l'accès au numérique qu'une fracture numérique de

niveau 2 relative à l'usage. Dans le cadre du Cameroun par exemple, la probabilité est relativement plus grande de trouver dans son entourage le soutien d'un traducteur amateur.

Les autres indicateurs retenus pour cette variable sont le genre, l'âge, la perception du quotidien comme proxy du revenu relatif, la situation matrimoniale et la situation professionnelle avec les modalités présentées dans la description de la base de données. Ces variables sont susceptibles d'influencer l'adoption ou non d'un réseau social. Mais comme chaque réseau social a sa particularité, on est en droit d'escompter des spécificités qui lui sont propres. Des études montrent que les titulaires de bas revenus auront une probabilité plus grande à tirer davantage des bénéficiaires à cette digitalisation des services (Sinai et Waldfogel, 2004 ; Ragnedda, 2019). Sur cette base, on peut escompter que l'adoption d'un réseau social par un ménage en relation avec les études ou la profession, les tranches d'âges et de revenus supérieurs présenteront des probabilités d'exploitation relativement plus faibles. La particularité soulevée pour cet usage est qu'on doit s'attendre à un avantage relatif pour ceux qui peuvent en profiter à l'instar des jeunes de 20 à 24 ans ; Ces derniers étant ceux dont la probabilité est grande d'avoir des amis répandus dans l'espace.

2.2.2. Les variables style de vie et usage de l'internet

La variable du style de vie renvoie essentiellement à la possession ou non des équipements TIC à savoir : l'ordinateur portable, l'ordinateur de bureau, le Smartphone, la tablette, les autres appareils et la connexion internet. Cette variable identifie les déterminants du refus ou de l'impossibilité d'adopter les technologies au sein d'une société dans laquelle les TIC occupent une place de plus en plus centrale. Ces déterminants se concentrent sur des difficultés individuelles d'ordre économique et/ou technologique, ne laissant ainsi que peu de place à l'analyse des phénomènes sociaux, culturels ou encore psychologiques (Compaine 1988). Cette fracture numérique matérielle ne peut être réduite à une simple division entre « riche » et « pauvre », ce qui tend à occulter la complexité sociale de cette inégalité sociale. Comme le contenu de la variable style de vie renvoie directement à l'utilisation de l'internet, la proximité sémantique de cette variable est immédiate. Par ailleurs, sa proximité fonctionnelle naît du fait qu'elle permet d'apprécier l'enrichissement éventuel du modèle de base par l'intégration des facteurs d'utilisation d'Internet. Depuis l'avènement de la 3G au Cameroun, on est tenté de faire l'hypothèse que des compétences avérées en informatique puissent davantage favoriser l'adoption des réseaux sociaux par les ménages.

2.2.3. Les variables dites de localisation géographique

La localisation géographique renvoie au standing du quartier dans lequel réside le répondant ; est-il réputé résidentiel ou plutôt populaire ? La variable voisinage social a quant à elle trois indicateurs : avoir un membre de la famille à l'étranger ; le nombre d'associations auxquelles on appartient et le nombre d'amis, collègues et relations utilisateurs d'Internet. La proximité sémantique entre ces deux variables tient par exemple au fait que les amis et autres associations ont généralement au Cameroun un ancrage géographique, généralement non loin du quartier ou lieu d'habitation. De plus, ces variables partagent une proximité fonctionnelle liée au fait qu'elles indiqueront l'apport au modèle de base de la prise en compte des variables relatives à la distance. Cette dernière étant entendue ici au sens large pour autoriser la perception d'une distance à connotation géographique (différence entre quartier populaire et quartier résidentiel ; membre de la famille à l'étranger) et d'une autre à connotation sociale (rapprochement par les associations ou par les liens d'amitié).

Pour la distance sociale, dans la mesure où les réseaux sociaux sont généralement des biens de club, on escompte des externalités de réseau et des effets de feedback positifs dans notre cadre de l'adoption. En effet, les réseaux sociaux étant aujourd'hui le moyen de fréquentation des relations numériques le moins onéreux, le fait d'avoir un membre de la famille à l'étranger devrait favoriser la décision d'adopter un réseau social. Cet argument peut également être convoqué pour soutenir le fait qu'il existe une multiplicité de réseaux sociaux auxquelles on peut appartenir afin que le nombre d'adhérents dans l'entourage ait une influence positive sur la décision d'y accéder. Et comme l'entretien de ce faisceau de relations sociales suppose des communications régulières, les usages de communication tendront à être davantage positivement affectés que ceux relatifs à l'information. Du simple fait que les habitants des quartiers résidentiels ont plus de chances d'avoir des parents à l'étranger et des amis au pouvoir d'achat relativement élevé, on peut aussi escompter que le fait d'habiter une zone réputée résidentielle soit un atout pour l'adoption des réseaux sociaux, contrairement au fait d'habiter une zone réputée populaire

3. Résultat des estimations économétriques

Ce modèle d'analyse nous permet de préciser la contribution de chacune des variables relativement à la variable adoption des réseaux sociaux. Pour cela, nous considérons le modèle de base (noté Modèle 1) qui est constitué des variables socioéconomique et linguistique. Ce modèle 1 est ensuite enrichi par l'intégration, tour à tour et alternativement des variables style de vie et usage de l'Internet dans un premier temps (noté Modèle 2) puis des variables

localisation géographique et voisinage social dans un deuxième temps (noté Modèle 3). Une dernière variante de ce modèle d'adoption est enfin estimée pour tenir compte de toutes les catégories de variables explicatives à la fois (noté Modèle 4). L'estimation des variables ici indique l'existence de quelques données manquantes lors de l'ajout des variables. Toutefois, nous obtenons le tableau suivant :

Tableau N°1 : Résultats de l'estimation des différentes variantes du modèle d'adoption des réseaux sociaux

VARIABLES		Descriptifs	Modèle 1	Modèle 2	Modèle 3	Modèle 4
Variables Socioéconomique et linguistique	Niveau de revenu du ménage (en millier) (réf. : niveau de revenu inférieur à 100 mille francs CFA)	RevM100200	0,073*** (0,019)	0,040* (0,022)	0,066*** (0,019)	0,044* (0,023)
		RevM201300	0,116*** (0,017)	0,072*** (0,020)	0,108*** (0,017)	0,078*** (0,021)
		RevM301400	0,060*** (0,015)	0,015 (0,019)	0,052*** (0,016)	0,020 (0,019)
		RevM401	0,060*** (0,0156)	0,010 (0,032)	0,047* (0,027)	0,024 (0,032)
	Age du répondant	Age1529	0,743*** (0,085)	0,573*** (0,099)	0,736*** (0,085)	0,578*** (0,099)
	Situation matrimoniale	Mar	-0,509*** (0,081)	-0,342*** (0,095)	-0,527*** (0,082)	-0,368*** (0,097)
	Aptitude en Langue	Ang	0,172** (0,074)	-0,090 (0,090)	0,1148** (0,075)	-0,102 (0,091)
	Situation Professionnelle	Emploi	0,040 (0,080)	0,144 (0,093)	0,041 (0,080)	0,138 (0,094)
	Niveau d'éducation le plus élevé (réf. : Niveau du primaire)	Sec	0,294*** (0,036)	0,238*** (0,044)	0,285*** (0,036)	0,240*** (0,044)
		Sup1	0,340*** (0,026)	0,245*** (0,033)	0,335*** (0,027)	0,250*** (0,033)
Sup2		0,320*** (0,022)	0,222*** (0,027)	0,317*** (0,022)	0,228*** (0,027)	
Sexe masculin	Masc	0,464*** (0,073)	0,324*** (0,085)	0,474*** (0,074)	0,336*** (0,086)	
Variables style de vie et usage de l'Internet	Equipements	Smartphone		-0,194* (0,103)		-0,206** (0,104)
		Tablet		0,0209 (0,121)		0,038 (0,123)
		ConnexionInt		0,197* (0,104)		0,182* (0,106)
		OrdPort		0,229** (0,111)		0,236** (0,112)
		Ordbur		0,159* (0,095)		0,175* (0,096)
		Autresapp		-0,305** (0,123)		-0,306** (0,124)

	Usage de l'Internet	Intsmartphone		1,242 ^{***} (0,097)		1,256 ^{***} (0,099)
		Intordport		0,696 ^{***} (0,118)		0,724 ^{***} (0,119)
		Intautreappareils		0,329 ^{**} (0,140)		0,316 ^{**} (0,141)
		Intautreslieux		-0,0456 (0,088)		-0,031 (0,089)
Variables localisation géographique	Résidence d'une parenté à l'étranger	Rpe			0,365 ^{***} (0,075)	0,169 [*] (0,088)
	Standing du quartier de résidence	Qpop			0,244 (0,510)	0,260 (0,580)
		Qnpop			0,058 (0,237)	-0,058 (0,269)
Nombre de variables			12	22	15	25
Nombre d'observations			2015	1995	2012	1992
LR chi 2			990,89	1407,22	1015,11	1421,53
Prob > chi2			0,0000	0,0000	0,0000	0,0000
Pseudo R ²			0,3779	0,5420	0,3877	0,5483

Ecart type ()

*** : Significativité à 1% ; ** : Significativité à 5% ; * : Significativité à 10% ;

Source : Auteur

En estimant les sous variables du modèle 1, on trouve que la plupart des variables socioéconomique et linguistique sont significatives à 1% et positivement corrélées à la variable adoption des réseaux sociaux à l'exception de la situation professionnelle du répondant (qui a une influence exclusivement positive) et sa situation matrimoniale (qui l'influence négativement). Ce résultat rejoint les principales conclusions des études réalisées dans la plupart des pays développés (Le Guel et al, 2005) et même dans les pays en développement (Tamokwé, 2013 ; Bakehe et al, 2017 ; Fambeu, 2017) où les jeunes (15 et 29 ans) jouent un rôle important dans l'adoption de ces outils modernes de communication, quel que soit leur niveau d'éducation et même leur revenu. L'hypothèse de convergence est également mise en exergue puisque soutenue par le coefficient négatif et significatif à 1% du statut matrimonial marié du répondant. Cette négativité traduit le fait que c'est la solitude qui pousse les individus à intégrer les réseaux sociaux pour se sentir proche des autres individus. Au final, ces estimations montrent l'existence des variables qui freinent l'adoption des réseaux sociaux telles que la situation matrimoniale mariée ou encore les personnes ayant dépassées l'âge de 50 ans. Quant au modèle 2 qui combine les variables style de vie et usage de l'Internet aux variables socioéconomique et linguistique, les estimations montrent que la présence des jeunes de la

tranche d'âge 15 - 29 ans influence positivement de l'adoption des réseaux sociaux. Cette tendance à l'adoption des réseaux sociaux peut être vue comme un effet de mode des jeunes qui tendent, par effet d'entraînement, à convaincre les autres tranches d'âge de la société à s'intéresser à la dynamique. On trouve que l'aptitude à lire et à parler l'anglais joue négativement en faveur de l'adoption. On pourrait alors avancer comme explication que le Cameroun étant un pays bilingue où le français et l'anglais sont deux langues officielles, lire et écrire l'anglais n'est pas une condition nécessaire et suffisante pour adopter les réseaux sociaux, l'adoptant peut aussi lire et/ou écrire le français et ainsi augmenter la possibilité d'adopter lesdits réseaux sociaux. Par ailleurs, l'introduction des variables d'équipement TIC (laptop, desktop, modem) et d'usage de l'Internet dans ce modèle 2 entraîne une instabilité des coefficients du revenu (notamment la perte de significativité de la modalité RevM401). Toutefois, l'utilisation de variables telles que Intsmartphone (usage de l'internet sur smartphone) pour expliquer l'adoption des réseaux sociaux soulève la question de la causalité inverse. La combinaison revenu-intsmartphone suggère une probable multicollinéarité (le revenu élevé est un prédicteur quasi-parfait de la possession d'un smartphone) qui semble négligeable puisque le test du rapport de vraisemblance (LR χ^2) confirme la validité globale du modèle. Toutefois, dans le contexte camerounais, l'usage de l'Internet est souvent synonyme de l'usage des réseaux sociaux. Cette proximité conceptuelle explique l'augmentation substantielle du Pseudo R^2 , mais pourrait masquer des déterminants plus profonds liés à l'appropriation culturelle. Parallèlement, on peut relever que la significativité négative de la variable smartphone dans ce modèle ne doit pas être interprétée comme un frein à l'adoption. Elle illustre plutôt une transition d'une logique d'équipement vers une logique de service. Une fois le niveau de revenu et l'intensité d'usage contrôlés, la simple possession de l'outil devient un prédicteur secondaire, soulignant ainsi que la fracture numérique au Cameroun se déplace désormais de l'objet vers la compétence d'usage (Hargittai, 2002).

Le modèle 3 adjoint aux variables socioéconomique et linguistique des variables localisation géographique et voisinage social. Dans l'estimation de ce modèle, nous observons une similitude avec les résultats obtenus au modèle 1 à la seule différence que les ménages ayant un revenu supérieur à 401 mille francs CFA influencent positivement l'adoption mais avec une significativité de 10%. Les estimations montrent également que le fait d'habiter dans un quartier influence positivement la probabilité d'adoption des réseaux sociaux quel que soit le niveau de standing du quartier. Ce résultat escompté peut s'expliquer par au moins deux faits caractéristiques de l'environnement urbain au Cameroun : en premier lieu, il n'existe pas de

cloison étanche entre les quartiers à moyen et haut standing et ceux à faible standing car, au cœur des premières, on retrouve toujours quelques taudis alors qu'au sein des secondes, on retrouve toujours quelques habitations de haut standing. En second lieu, le nombre très faible de connexions à domicile conduit les habitants des quartiers à moyen et à haut standing à recourir autant aux cybercafés (espaces publics d'accès à Internet) que les habitants des quartiers populaires, ce qui tend à annuler l'avantage présumé des premiers (Tamokwe, 2013). Aussi, les résultats montrent que la variable Rpe (résidence d'une parenté à l'étranger) apporte une spécificité sociologique forte en contexte camerounais puisque son coefficient reste significatif et positif à 1%, prouvant que l'adoption des réseaux sociaux est une stratégie de maintien du capital social transnational. Ce résultat suggère que l'adoption des réseaux sociaux par les ménages camerounais ne répond pas uniquement à une logique de divertissement ou d'accumulation de capital informationnel local, mais s'inscrit dans une stratégie de maintien des liens avec la diaspora.

Le modèle 4 se caractérise par le fait qu'on associe aux variables socioéconomique et linguistique, l'ensemble de toutes les autres variables mobilisées dans cette étude c'est-à-dire les variables style de vie et usage de l'Internet ainsi que les variables localisation géographique et voisinage social. L'estimation de ce modèle montre que les caractéristiques socioéconomique et linguistique du ménage rendent compte des complémentarités fortes entre son niveau d'équipement TIC et d'usage d'Internet renforçant ainsi la fracture numérique existante entre les quartiers populaires déjà bien connectés (influence positive en faveur de l'adoption des réseaux sociaux) et les quartiers non populaires sous connectés (influence négative). Les estimations montrent aussi que la résidence d'une parenté à l'étranger influence positivement la probabilité des ménages à adopter les réseaux sociaux avec une significativité de 10%. En outre, les interactions numériques éloignent les individus de la solitude. Ce résultat est d'ailleurs confirmé par le fait que « être marié ou vivre en union libre » joue négativement sur la probabilité d'adoption des réseaux sociaux. Les estimations montrent également que les jeunes de sexe masculin âgés entre 15 et 29 ans, quel que soit leur niveau d'éducation et leurs moyens financiers, sont des fanatiques de ces plateformes d'échange. L'adoption des réseaux sociaux suivrait donc une logique de diffusion de proche en proche, par effet de contagion. Enfin, les résultats montrent que l'introduction des variables d'équipement et d'usage de l'Internet dans ce modèle 4 entraîne, comme au modèle 2, une instabilité des coefficients du revenu (notamment la perte de significativité de la modalité RevM401) qui suggère une multicolinéarité probable qui est évacuée par le test du rapport de vraisemblance, confirmant ainsi la validité globale du

modèle. Aussi, l'utilisation de variables telles que Intsmartphone (usage de l'internet sur smartphone) pour expliquer l'adoption des réseaux sociaux soulève la question de la causalité inverse. Dans le contexte camerounais, l'usage de l'Internet est souvent synonyme de l'usage des réseaux sociaux. Cette proximité conceptuelle explique l'augmentation substantielle du Pseudo R^2 , mais pourrait masquer des déterminants plus profonds liés à l'appropriation culturelle. Par ailleurs, comme dans le modèle 3, la variable Rpe (Résidence d'une parenté à l'étranger) apporte une spécificité sociologique forte au contexte camerounais confirmant que les réseaux sociaux ne répondent pas uniquement à une logique de divertissement ou d'accumulation de capital informationnel local, mais s'inscrivent dans une stratégie de maintien des liens avec la diaspora. On note enfin que le coefficient de la Rpe (Résidence d'une parenté à l'étranger) baisse de 0,365 à 0,169 lorsqu'on passe du modèle 3 au modèle 4 traduisant le fait qu'une partie de l'effet de la parenté à l'étranger passe par l'utilisation effective du smartphone. En somme, cette enquête confirme l'existence de nombreuses variables classiques dans l'adoption des réseaux sociaux par les ménages au Cameroun. Toutefois, la variable Rpe (Résidence d'une parenté à l'étranger) apporte une spécificité sociologique forte en contexte camerounais puisque son coefficient reste significatif et positif respectivement à 1% et 10% dans les modèles 3 et 4, prouvant que l'adoption des réseaux sociaux est une stratégie de maintien du capital social transnational. Ce résultat considère que les réseaux sociaux offrent une alternative de communication quasi-gratuite aux ménages, laissant ainsi dire à Diminescu (2008) que l'outil numérique est une prothèse relationnelle indispensable pour le ménage resté au pays. Par ailleurs, la présence d'un parent à l'étranger agit comme un puissant catalyseur d'adoption puisque le parent expatrié est souvent celui qui finance l'achat du premier smartphone (envoi de matériel) ou qui exige l'installation d'une application spécifique pour faciliter les échanges vidéo et aussi, que les réseaux sociaux servent de support à la coordination des transferts de fonds, permettant une communication instantanée sur les besoins du ménage, renforçant de ce fait la logique d'usage fonctionnelle. Ce résultat valide enfin l'hypothèse que le réseau social est détourné de sa fonction de réseau de loisir pour devenir une infrastructure vitale de la survie économique du ménage (Proulx, 2005). En effet, plus le réseau migratoire d'un ménage est étendu, plus la probabilité d'adopter et de maîtriser les outils numériques est élevée, créant ainsi une forme de capital social numérique spécifique. Toutefois, l'absence de tests de validation croisée ou de tests de spécification de type *Linktest* limite la portée prédictive du modèle. Une extension future de ce travail gagnerait à intégrer des variables liées au coût

marginal de la data et à la qualité réelle du signal réseau (QoS) pour mieux isoler les déterminants technologiques des facteurs purement socio-économiques.

Conclusion et recommandation pour les politiques publiques

L'objectif de cette étude était de déceler les mécanismes qui dictent l'avènement des réseaux sociaux dans les ménages au Cameroun. Il en ressort que l'adoption n'est pas un phénomène purement technique, mais un processus hybride. D'un côté, le poids des variables socio-économiques (revenu, éducation) rappelle que la barrière financière n'est pas totalement levée. De l'autre, l'importance de la dimension transnationale prouve que le ménage camerounais adopte l'outil par nécessité de recréer des liens entre les individus.

Sur le plan théorique, ce travail valide la transition d'une logique d'accès vers une logique d'usage. L'adoption est ici un acte de banditisme social où l'outil est détourné pour maintenir des liens communautaires et économiques. Empiriquement, l'étude souligne que le smartphone est devenu l'interface prédominante, rendant caduque l'ancienne vision de l'internet fixe au bureau. Pour lever toutes ces pesanteurs, une meilleure participation des ménages camerounais à la société de l'information doit susciter plusieurs réflexions en matière de politiques publiques. Notamment, les pouvoirs publics devraient améliorer l'accessibilité et réduire le coût de la data. L'accent doit être mis sur la formation aux usages productifs afin de transformer l'adoption passive en appropriation active. L'Etat gagnerait à mettre en place les politiques publiques visant à réduire la fracture numérique et enfin adapter les contenus numériques aux réalités culturelles et linguistiques locales. L'étude gagnerait à être étendue aux zones rurales enclavées pour mieux mesurer l'impact de l'absence d'infrastructure.

BIBLIOGRAPHIE

- Bakehe N. P., Fambeu A.H. et Tamokwe Piaptie B. (2017) « les fractures numériques diminuent-elles au Cameroun ? » *Réseaux* 1, n°201, pp. 147 -174.
- Davis F. D. (1989) « Perceived usefulness, perceived ease of use, and user acceptance of information technology », *MIS Quarterly*, 13(3), pp. 319-340.
- Granjon, F. (2022) « Classes populaires et usages de l'informatique connectée : Des inégalités sociales-numériques ». Presses des Mines, Paris.
- Granovetter M. S. (1973) « The strength of weak ties », *American Journal of Sociology*, 78(6), pp.1360-1380.
- Hargittai, E. (2002) « Second-Level Digital Divide : Differences in People's », *Online Skills. First Monday*, vol 7, n° 4. <https://doi.org/10.5210/fm.v7i4.942>
- Jouët J. (2000) « Retour sur l'usage et l'appropriation des technologies de l'information et de la communication », *Réseaux. Communication-Technologie-Société*, 18(100), pp. 487-521.
- Kiyindou, A. (2007) « De la fracture numérique à la fracture cognitive : Pour une nouvelle approche de la société de l'information ». In *Thémat'IC 2007*, Strasbourg, mars.
- Le Guel F (2004) « Comment pourrait-on mesurer la double fracture numérique ? » *Réseaux*, n°127 – 128. Pp 55 – 82.
- Le Guel F., Penard T. et Suire R. (2005), « Adoption et usage marchand de l'Internet : Une étude économétrique sur données bretonnes », CREM UMR CNRS 6585, Université de Rennes 1, Marsouin.
- Mc Fadden D. (2001), « Economic choices », Nobel lecture, December 2000, *American Economic Review*, Vol 91, n°3, june, pp.351-378.
- Minet J., Joux A. & Pélissier N. (2018) « *L'exclusion numérique. Problématiques, enjeux et débats en sciences de l'information et de la communication* », L'Harmattan.
- Pacouret J., Bastin G. et Marty E. (2024) « l'espace social des réseaux sociaux : une approche relationnelle de l'usage des plateformes numériques en France », *Cairn Info, Sociologie* 2, Vol. 15, pp. 119 – 146.
- Pénard T., Poussing N., Mukoko B., & Tamokwe Piaptie. (2015) « L'usage d'Internet en Afrique : une analyse comparée de l'accès et des usages au Kenya et au Cameroun », *Revue d'économie du développement*, 23(3), pp. 35-72.
- Proulx S. (2005) « Penser l'usage des technologies de l'information et de la communication aujourd'hui : enjeux – modèles – méthodes », Dans L. Granjon, M. Denouël, & C. Aubert (Éds.), *Consommations et usages des TIC* (pp. 7-20). Presses Universitaires de Rennes.

- Ragnedda, M. (2019). « Reconceptualising the digital divide » In *Mapping « the digital divide in Africa. A mediated analysis »*, Mutsvairo, B., Ragnedda, M., (Eds.), Amsterdam University Press, Amsterdam, 27-43.
- Rallet A. et Rochelandet F. (2004) « la fracture numérique : une faille sans fondement », *Réseaux*, n°127 – 128, pp. 19 -54.
- Rogers E. M. (1962) « *Diffusion of innovations* », Free Press of Glencoe.
- Rogers E. M. (2003) « *Diffusion of innovations* », (5th ed.). Free Press.
- Soomro, K. A., Kale, U., Curtis, R., Akcaoglu, M., and Bernstein, M. (2020) « Digital divide among higher education faculty ». *International Journal of Educational Technology in Higher Education*, vol 17, num. 21.
- Tamokwe Piaptie B. (2013), « Les déterminants de l'accès et des usages d'Internet en Afrique Subsaharienne : Analyse des données camerounaises et implications pour une politique de développement des TIC », *Cairn.info*, n°180, pp.95-180.
- Van Deursen, A. J. A. M., Courtois, C., and van Dijk, J. A. G. M. (2014) « Internet Skills, Sources of Support, and Benefiting from Internet Use ». *International Journal of Human-Computer Interaction*, vol 30, n°4, pp. 278-290.
- Van Dijk, J. A. (2005) « *The deepening divide: Inequality in the information society* », Sage Publications.
- Venkatesh V., Morris M. G., Davis G. B. & Davis F. D. (2003) « User acceptance of information technology: Toward a unified view », *MIS Quarterly*, 27(3), pp. 425-478.
- Yu, B., Ndumu, A., Mon, L. M. and Fan, Z. (2018). « E-inclusion or digital divide: An integrated model of digital inequality ». *Journal of Documentation*, vol 74, n°3, pp. 552-574.